Quelle est la situation politique au Zimbabwe après la démission de Robert Mugabe, qui dirigeait le pays depuis trois décennies ? À quoi doit-on attendre de la part de son successeur, Emmerson Mnangagwa ? Quel rôle pourrait jouer l'armée mais aussi des puissances étrangères telles que l'Afrique du Sud notamment ? C'est à ces questions que répond Jean Nanga dans cet entretien réalisé par nos camarades de SolidaritéS et que nous reproduisons avec leur aimable autorisation.

Après la démission forcée de Robert Mugabe et son remplacement par celui qui fut longtemps son dauphin présumé, Emmerson Mnangagwa, peut-on s'attendre à un changement de cap dans la politique du Zimbabwe ou s'agit-il simplement du remplacement d'un chef par un autre chef ?

Dès les années 1960, au moment des luttes de libération nationale, jusqu'à la première semaine de novembre 2017, E. Mnangagwa, le nouveau chef de l'État zimbabwéen, a été un compagnon de Robert Mugabe et un complice, parfois zélé, de ses crimes. Depuis son investiture à la tête de l'État et du parti au pouvoir, la ZANU-PF, il montre des signes incontestables de continuité avec son prédécesseur en lui assurant immunité complète et dorée, institution de son anniversaire comme l'une des fêtes nationales, conservation de la constitution de 2003, maintien du calendrier électoral, etc.

Toutefois, comme l'a montré la lutte pour la succession ayant conduit au limogeage de Mnangagwa de la vice-présidence et à son expulsion de la ZANU-PF, la loyauté des dirigeant·e·s de celle-ci et de l'État à l'égard de Mugabe, leur prédation partagée de la richesse nationale, leur dépréciation commune des droits et libertés, s'accompagnaient ces derniers temps de désaccords ou divergences, d'existence de fractions adverses au sein du parti au pouvoir, sur des bases diverses, parmi lesquelles, l'attitude à l'égard des puissances occidentales et de la néolibéralisation économique. Au nationalisme (négro-)africain, l'une des caractéristiques surmédiatisée de Robert Mugabe, au « nationalisme économique » (capitaliste) supposé de la fraction de Grace Mugabe, le G40 (des quadras n'ayant pu participer à la lutte de libération nationale), représenté, entre autres, par celui qui était le ministre de l'Enseignement supérieur Jonathan Moyo, s'opposaient les partisan·e·s d'un capitalisme ouvertement néolibéralisé, dont l'un des représentants était E. Mnangagwa ; ce dernier faisait partie de l'infime minorité dirigeante qui était considérée comme s'étant pharaoniquement enrichie au pouvoir, des politicien·ne·s et officiers supérieurs, entrepreneur·e·s capitalistes, mais qui souffraient de figurer sur la liste noire des dirigeant·e·s zimbabwéens dressée par les États-Unis.

D'où la suppression dans le nouveau gouvernement du portefeuille de l'indigénisation de l'économie — visant le renforcement des capitaux privés locaux dans les entreprises étrangères au capital supérieur à 500 000 $ US, voire une majorité de 51 % du capital autochtone dans les grandes entreprises. Une suppression qui survient après l'évocation positive, dans le discours d'investiture de Mnangagwa, du principe de l'économie de marché comme signal d'une disposition à respecter les règles du capital international. L'ancienne puissance coloniale, la Grande-Bretagne, a promis d'accompagner économiquement la « transition » — en fait la fin du mandat présidentiel hérité de Mugabe

—, le FMI a déclaré envoyer très prochainement une mission sur les réformes structurelles dont l'application était contrariée par Mugabe depuis la reprise des relations de l'État zimbabwéen avec les institutions de Bretton Woods.

Les conséquences sociales de l'application du programme d'ajustement structurel néolibéral au début des années 1990 ont été le principal facteur de délégitimation populaire du régime de Mugabe par les mouvements sociaux. Ceux-ci ont culminé en grève générale à la fin de cette décennie et donné naissance, à partir d'une convention syndicale, au principal parti d'opposition, le Movement for Democratic Change (MDC). Situation que Mugabe et son parti avaient essayé d'atténuer en procédant à une réforme agraire très maladroite, mobilisant le sentiment racial contre les fermiers blancs et ayant redistribué les terres expropriées aux Zimbabwéen·ne·s blancs à des dignitaires du parti au pouvoir ainsi qu'à leurs proches, souvent incapables de s'en occuper. Bien qu'étant revenu, ces dernières années, de cette expropriation, envisageant une restitution et une redistribution organisées, Mugabe demeurait relativement attaché à un capitalisme « nationaliste », aux effets catastrophiques qui agaçaient aussi bien la « communauté internationale » que la fraction incarnée par Mnangagwa, néanmoins bénéficiaire du chaos économique zimbabwéen.

Par ailleurs, en vue de la prochaine élection présidentielle, malgré sa triste réputation de cruel complice du dictateur Mugabe, Mnangagwa est appelé à jouer au dirigeant respectueux des droits et libertés, à celui qui est préoccupé par la situation des pauvres constituant l'écrasante majorité de la population. Il n'est pas exclu qu'au cas où il serait élu, en guise d'achat de la « paix sociale » il lui soit accordé, par la Banque mondiale et les partenaires occidentaux, un cosmétique programme de « lutte contre la pauvreté » en accompagnement des « réformes structurelles », comme ce fut le cas en Afrique du Sud après l'apartheid (dans une situation économico-sociale beaucoup moins critique que la zimbabwéenne). Même si le néolibéralisme est bien compatible avec une politique très répressive, faire d'emblée le choix de celle-ci risque de compromettre la prétendue relance de l'économie zimbabwéenne et la stabilité.

L'armée, avec les vétérans de la guerre d'indépendance, a joué un rôle central dans cette crise. Va-t-elle demander son dû au nouvel homme fort du pays ?

Les anciens combattant·e·s de la lutte (armée) de libération nationale, organisés au sein de la Zimbabwe National Liberation War Veterans Association (ZNLWVA), ont, de 2000 à 2016, soutenu — en compagnie des milices de la ZANU-PF — le régime de Mugabe contre les fermiers blancs, dans sa répression de l'opposition et des activistes des droits humains. Certains d'entre elle et eux étant installés au sommet du pouvoir, bénéficiant de l'expropriation des fermiers blancs. Mais les luttes fractionnelles au sein de la ZANU ont commencé à détériorer les relations entre certains de leurs représentant·e·s et le couple Mugabe, à l'instar de la vice-présidente du Zimbabwe et de la ZANU-PF, Joice Mujuru. Cette ancienne combattante fut virée en 2014, après avoir été accusée de forfaiture par Grace Mugabe qui la considérait comme une concurrente dans la course à la succession de Robert ; et le président d'alors de la ZNLWVA, Jabulani Sibanda, fut exclu du gouvernement pour avoir soutenu Joice Mujuru, contre le projet d'un pouvoir « sexuellement

transmissible » de Robert à Grace. Le retrait du soutien de la ZNLWVA a en effet pesé dans l'appel à la démission de Mugabe. Son dirigeant, le successeur de Sibanda, Christopher Mutsvangwa figure, avec sa compagne dans le gouvernement de Mnangagwa. Des liens existent bien sûr entre les anciens combattant·e·s, dont fait partie Mnangagwa, et la hiérarchie de l'armée.

Un rapport de *Global Witness* de 2012, sur l'exploitation diamantifère (mines de Marange) a présenté l'armée comme l'une des principales actrices et bénéficiaires — avec le service des renseignements zimbabwéens — de cette exploitation, dont les caisses de l'État ne reçoivent presque rien. La hiérarchie militaire est réputée corrompue et très active dans l'entrepreneuriat économique. Ainsi des généraux, comme Solomon Mujuru, le mari de Joice, ancien chef des armées ou le chef d'état-major Constantino Chiwenga, star des journées de novembre 2017, sont considérés, y compris dans un document de l'ambassade états-unienne, comme des milliardaires. Par ailleurs, ils sont, comme Mnangagwa, partisans d'un capitalisme « plus ouvert », adversaires en cela de Grace Mugabe — qui avait demandé publiquement à son Robert, en début novembre, sa nomination comme vice-présidente — et de son G40. Les chefs militaires ne seraient-ils pas concernés par l'invitation au rapatriement de l'argent déposé à l'étranger lancée par le nouveau président ? L'armée a reçu son dû avec la nomination de deux généraux aux ministères des Affaires étrangères et de la Terre. Attendons de voir si l'hypothèse de la nomination du chef d'état-major à la vice-présidence se confirmera.

On a vu l'Afrique du Sud intervenir activement dans la transition. Quels sont ses intérêts dans cette région ?

L'Afrique du Sud est une partenaire historique du Zimbabwe, une de ses principales partenaires aujourd'hui avec la Chine et l'Union européenne. Elle y exporte ses produits et en importe d'autres. Elle y est présente dans plusieurs secteurs, de l'exploitation minière aux banques, en situation que l'on peut qualifier de sous-impérialisme (héritée du capitalisme d'apartheid). Une situation instable au Zimbabwe affecterait l'économie sud-africaine et serait préjudiciable aux investissements. Des dirigeant·e·s de l'ANC sont actionnaires dans des entreprises au Zimbabwe. Les moments de recul de la croissance sud-africaine ont aussi des répercussions sur l'économie du Zimbabwe. Cette dernière, à la suite de la crise monétaire de la fin des années 2000 — avec un taux d'inflation à plusieurs zéros — n'a plus pu faire usage de sa monnaie, le dollar zimbabwéen ; elle se sert, entre autres, du rand sud-africain et du dollar états-unien comme monnaie (il y a néanmoins une monnaie d'obligation), faisant dire qu'il s'agit d'une dollarisation (US) de l'économie zimbabwéenne. Par ailleurs, l'Afrique du Sud est l'un des principaux pays de refuge des Zimbabwéen·ne·s fuyant l'insécurité sociale, s'exposant ainsi aux explosions de xénophobie parfois meurtrières à leur égard en certains lieux du pays d'accueil. De surcroît, l'Afrique du Sud, présidant en ce moment la Communauté des États de l'Afrique australe (SADC), est appelée à contribuer au règlement de telles situations. Même s'il y a aussi l'existence de vieilles relations tissées pendant les luttes de libération entre l'ANC et la ZANU qui expliquent par exemple la médiation de Thabo Mbeki, alors président de la République, dans la crise postélectorale zimbabwéenne de 2008, ayant abouti à la constitution du gouvernement d'union nationale (2009-2013). À la différence de Mbeki qui, à l'époque, avait entrepris de sauver Mugabe, Zuma, l'actuel président, a plutôt penché pour l'obtention d'une démission de Mugabe.

La Chine semble être un « modèle » pour « Le crocodile », comme l'on surnomme E. Mnangagwa. A-t-elle aussi joué un rôle dans la crise du régime ?

Même si la Chine actuelle n'est plus tout à fait la même que celle de Mao Tsé-Toung, c'est une vieille alliée des dirigeants du Zimbabwe. Dès le début des années 1960, elle soutient la ZANU pendant la lutte de libération, en formant militairement et idéologiquement ses cadres, dont le jeune Mnangagwa. Elle est depuis 2015 la première partenaire économique du Zimbabwe. Elle y est active dans la construction des infrastructures, y a multiplié les investissements publics comme privés dans différents secteurs (mines, télécommunications, négoce agricole, production automobile, etc.) ; elle est la première importatrice du tabac, principal produit agricole zimbabwéen exporté. Environ, la moitié des investissements dans le pays sont chinois. Y compris sous forme de coentreprises avec le capital zimbabwéen dont certaines, dans l'exploitation du diamant, par exemple, sont concernées par des combines caractéristiques de la ChinAfrique. Comme quelques autres États africains, le Zimbabwe, actuellement dépourvu de monnaie nationale comme dit précédemment, a placé le yuan/renminbi chinois dans son panier de devises. Toutefois, le capital chinois n'a pas manqué d'être affecté par la politique économique de la présidence Mugabe ces dernières années, suscitant ainsi quelques inquiétudes sur l'avenir, notamment en cas d'application stricte de la loi d'indigénisation, par exemple. Ainsi, la visite de Constantino Chiwenga quelques jours avant l'opération de démission de Mugabe, vieil ami des dirigeants chinois, est interprétée comme une manière de rassurer l'État chinois sur la garantie de ses investissements, voire de la mettre au parfum de ladite opération et de la continuité de la coopération. Ce qui a été, sans surprise, démenti par le gouvernement chinois.

Mnangagwa aurait plus d'une fois exprimé, comme bien d'autres, son admiration pour la *success-story* capitaliste chinoise et la volonté de faire davantage participer le capital chinois au développement du Zimbabwe. Ainsi, la suppression du portefeuille de l'indigénisation est aussi faite pour rassurer la Chine. L'intention de Mnangagwa d'accueillir de nouveaux investissements européens et états-uniens est tout à fait compatible avec le développement de l'investissement chinois, du partenariat avec la Chine, voire avec l'Inde. Par ailleurs, dépourvue de culture démocratique, la classe dirigeante zimbabwéenne peut être tentée par une démocratie « minimale », avec la tolérance d'une opposition sans réelle divergence sur l'orientation économique de fond, le néolibéralisme. Un scénario qui a bien fonctionné dans le Singapour de Lee Kuan Yew, dont s'est d'ailleurs inspirée la Chine de Deng Xiao Ping.

Dans un pays à l'économie dévastée, sans réels droits démocratiques ni véritables organisations indépendantes du pouvoir, que peut faire l'opposition et que représente-t-elle ?

Il a été question plus haut de la possibilité que la « communauté internationale » aide

Mnangagwa à « acheter » une espèce de « paix sociale ». Mais, au cas où le choix ne serait pas celui d'un régime d'emblée répressif, ce ne sera pas facile dans une société dans laquelle 90 % environ de la population sont au chômage. En outre, la réduction de la masse salariale de la fonction publique, évoquée de manière insistante par le biais de la mention de son importance dans le budget, ne se fera que par la réduction du nombre des fonctionnaires — donc des chômeurs et chômeuses en plus, même si les départs à la retraite peuvent ne pas être remplacés —, ou par réduction des salaires — donc des pauvres en plus. Les promesses faites actuellement de créer des emplois risquent de ne pas être tenues, sinon d'abord pour des postes aux salaires indécents, dans l'agriculture par exemple. Il est à craindre que les conséquences sociales des « réformes structurelles » néolibérales ne soient pas dénoncées par les partis actuels de l'opposition, ayant pignon sur rue, puisqu'ils ne sont pas anti-néolibéraux. La participation du MDC (issu des mobilisations sociales, de la combativité syndicale de la fin des années 1990) au gouvernement d'unité nationale (2009-2013) l'a prouvé. Comme du reste, la disponibilité, exprimée par l'opposition à discuter d'un gouvernement de transition avec Mnangagwa — en réaction à son évocation, plutôt implicite, d'une unité ou d'une réconciliation nationale dans son discours d'investiture — et de la déception extériorisée après la proclamation d'un gouvernement exprimant, logiquement, la victoire d'une fraction ou d'une alliance de fractions du parti au pouvoir sur une autre de ses fractions. Il leur était plus aisé de combattre la dictature de Mugabe que celle du Capital, vu qu'ils en sont partisans et qu'ils auront besoin de son soutien pour accéder au pouvoir.

Ainsi, il ne leur viendra pas à l'esprit d'informer et de mobiliser à propos de l'évocation par Mnangagwa de la poursuite du remboursement de la dette extérieure publique contractée par un régime soumis à des sanctions pendant des années à cause de son caractère répressif, qui plus est corrompu et n'ayant pas assumé ses responsabilités en matière de santé publique et d'alimentation de la population. Cette dette de 7 231 milliards devrait être auditée, pour savoir si elle n'a pas servi, entre autres, à l'achat du matériel de répression. Il est odieux que les damné·e·s de la terre zimbabwéens doivent se serrer la ceinture pour le remboursement de cette dette, après avoir été réprimés à l'aide du matériel de répression acheté avec ces emprunts. Auditer cette dette, pour voir si elle n'a pas été utilisée pour satisfaire, par exemple, la folie des grandeurs patrimoniales du couple Mugabe, alors que des centaines de milliers de Zimbabwéen·ne·s s'enfonçaient dans la malnutrition. Si les États dits démocratiques qui promettent d'accompagner le gouvernement de Mnangagwa avaient le sens de la décence, ils l'aideraient plutôt à en obtenir l'annulation purement et simplement. Sans résoudre les problèmes structurels, cet argent servirait à soulager momentanément la souffrance d'une partie de ces damné·e·s de la terre.

La situation risque de ne pas être différente de celle des autres sociétés africaines : démagogie des candidats et déception populaire postélectorale. Certes, les syndicats ont été affaiblis numériquement par la crise, la combativité des salarié·e·s aussi, avec le spectre du chômage et la corruption des bureaucraties syndicales. Mais, eu égard au fait que des luttes ont néanmoins eu lieu sous le régime répressif de Mugabe, il demeure possible que des syndicats soient revitalisés, que s'auto-organisent des exploité·e·s, à partir des lieux de travail (publics comme privés, formels comme informels), des chômeurs et chômeuses, des opprimé·e·s divers dans les quartiers, établissements scolaires, etc. Des jeunes peuvent faire leurs premières classes de citoyenneté en se mobilisant, par exemple, contre le remboursement de la dette publique extérieure, afin d'en faire un usage social.

Par ailleurs, à la différence de l'écrasante majorité des sociétés africaines, il existe au

Zimbabwe un militantisme anticapitaliste, organisé, présent dans la mesure du possible dans les luttes et les mobilisations de ces dernières années ; réprimé pour avoir exprimé publiquement sa solidarité avec les soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte, il peut contribuer, avec une lente impatience, à l'auto-organisation contre les dispositifs d'exploitation quotidienne des humains et de la nature — l'extractivisme, qui risque de s'accroître —, les diverses oppressions quotidiennes, dont l'homophobie, qui n'était pas une exclusivité de l'autocrate déchu, pour le respect des droits et libertés démocratiques et leur enrichissement, incluant des droits économiques et sociaux, pour la satisfaction des besoins fondamentaux (démocratiquement définis) en articulation avec le principe écologique.

Propos recueillis par Daniel Suri.